

LE TRAVAIL INDUSTRIEL : DEMARCHES ET MODES D'ENQUETE.

Le travail industriel se présente comme un thème d'études récent dans un champ de connaissances intégrant une visée anthropologique. Dans cette optique, sa constitution en objet d'investigation pose des problèmes particuliers auxquels s'affrontent -parmi d'autres- les chercheurs de l'équipe "travail et travailleurs du Tiers-Monde" du département "Urbanisation et socio-systèmes urbains" de l'O R S T O M. Au cours d'une réunion l'idée a été ainsi retenue d'appréhender plus précisément cette dimension relative aux modes d'enquête adoptés dans les recherches menées sur des espaces de production industrielle. Résultant d'un effort de réflexion collective, ce texte se propose donc comme une illustration rapide de quelques questions méthodologiques spécifiques abordées concrètement à travers les approches et les pratiques de terrain de cinq chercheurs de l'équipe. Les discussions qui ont eu lieu avec chacun d'eux montrent comment les démarches suivies répondent à des problématiques singulières mais aussi à des contraintes collectives communes liées aux caractéristiques du lieu d'observation, comment ces contraintes induisent des "stratégies" d'enquête et infléchissent dans le même moment la nature des matériaux recueillis. L'analyse de ces divers niveaux d'interaction ressortit d'une certaine manière à une perspective comparative dans la mesure où elle permet d'en ébaucher certains des termes.

Chaque enquête a sa logique et cette logique est aussi le fruit d'un itinéraire scientifique personnel. C'est ce que mettent en évidence les travaux actuels de C. Ca. sassus dont l'expérience de sociologie du travail en France et le bilan critique qu'elle émet à propos des études antérieures qu'elle a effectuées constituent une introduction éclairante. La remise en cause que suggère ce chercheur s'exerce avant tout au plan méthodologique ; ses recherches sur l'entreprise en France -s'appuyant sur des monographies prises comme bases d'une démarche comparative interne- lui semble avoir reposé sur plusieurs présupposés. Tout d'abord la spécificité a priori de l'univers de l'entreprise d'autre part l'idée que la "situation de travail"(1) et la "condition ouvrière" dépendaient exclusivement d'un côté des "stratégies patronales", de l'autre

(1) les termes entre guillemets sont ceux employés par les auteurs

des "stratégies syndicales". Cette optique -en faisant de l'entreprise un lieu d' "hégémonie"- conduisait à un type d'enquête particulière, orientée principalement vers deux groupes d'acteurs : la direction, "la hiérarchie", les cadres supérieurs d'une part, de l'autre les syndicats ; "on faisait comme si en interrogeant les acteurs qui ont en main la définition de la situation de l'entreprise on allait saisir sa réalité" explique C. Ca sassus. Si dans ce type d'enquête s'inscrivait une part importante d'observation à l'intérieur de l'entreprise, cette observation était dirigée majoritairement sur l'organisation du travail et la définition structurelle des catégories du personnel . C. Cassassus fait part de ses doutes personnels sur ces méthodes : très rapidement les discours recueillis auprès des deux ensembles d'acteurs sélectionnés lui sont apparus répétitifs ; pris dans des rapports de pouvoir spécifiques, ces acteurs, en raison des enjeux internes, étaient en effet amenés à produire et à reproduire des discours "d'auto-affirmation" et de "justification". Cette démarche -résume C. Ca: sassus- présumait d'une certaine manière que l'entreprise constituait "une réalité en soi" dans une certaine abstraction de son environnement, en dépit des connaissances historiques accumulées par le chercheur lui-même sur les branches industrielles et la région, mais appréhendées de façon relativement "abstraite". Ces considérations ont été intégrées par C.CA-SASSUS dans la démarche méthodologique qu'elle développe dans les recherches comparatives au Chili et au Mexique. Dans l'enquête sur le bâtiment à Santiago, elle a relevé très rapidement l'impossibilité de concevoir -comme en France- une "stabilité de la situation de travail" : avant tout dynamique, la situation de travail est dans ce contexte l'objet de changements radicaux et violents liés aux conditions économiques globales. Corollairement le rapport salarial est lui-même profondément fluctuant et appelle en tant que tel une enquête de terrain précise sur la condition des travailleurs pour tenter de le définir concrètement. Le secteur du bâtiment à Santiago a ainsi posé immédiatement au chercheur, des problèmes d'enquête pratiques : son effondrement précédent a rendu impossible l'utilisation de données statistiques ou de documents écrits ; c'est donc tout d'abord les banques que C. Ca sassus a dû interroger afin d'identifier un échantillon représentatif d'entreprises actives. Des entretiens avec les P D G de ces entreprises lui ont ensuite permis de sélectionner deux chantiers pour l'étude.

Les pratiques récentes de gestion de la main d'oeuvre créent des conditions d'observation difficiles : la cohésion du collectif de travail a été brisée par l'éclatement des métiers suite à l'annulation des conventions collectives mais surtout en raison de l'intervention de diverses entreprises sur un même chantier. Cette situation a imposé un découpage pertinent des catégories du personnel à interviewer : les soustraitants intervenant sur le chantier et leur personnel, les ouvriers qualifiés ou "maestros" véritable noyau dur du collectif de travail et les manoeuvres. Des entretiens ont été réalisés sur ces quatre groupes et centrés sur l'interaction entre trois types de mobilité : professionnelle, géographique et familiale. Dans la mesure où la sélection des cas s'est faite par l'intermédiaire du chef de chantier (le fichier du personnel ne concerne en effet que le personnel "maison"), l'enquêteur se devait d'avertir qu'il n'était pas l'envoyé de la direction. Ce "malentendu" peut avoir des conséquences sur le recueil des matériaux.

C. Casassus remarque par exemple qu'aux questions sur les activités extérieures à l'entreprise, en particulier les "petits boulots" du weekend

-qui se révèlent dans ce cas d'une grande importance- une certaine méfiance s'exprime comme si les informations étaient demandées par l'entreprise. Le chercheur est ainsi amené à tenter de se détacher de cette identification qui lui est imposée

.. On notera par ailleurs que l'appartenance chilienne de C. Casassus n'a pas réduit à ses yeux l'"inégalité" et la "distance culturelle" intrinsèque à l'interaction enquêteur/enquêté sur ce terrain. De cette étude centrée sur l'espace de travail, C. Casassus retire la conviction de la nécessité d'enquêtes complémentaires au domicile des salariés. "La classe ouvrière" au Chili lui est apparue en effet en permanence "mobilisée" par l'obtention de ressources minimales ; cette "mobilisation" intense se met en scène à travers des relations familiales, de voisinage, dans les quartiers. De toute évidence, la situation de travail ne peut donc être appréhendée en rupture avec cet environnement global dans lequel elle évolue mais aussi prend son sens et revêt toutes sa dimension. La situation particulière du travail ouvrier en Amérique Latine -du point de vue de C. Casassus- induit avec une pertinence particulière à une remise en question des modèles méthodologiques mis en place face au monde du travail, et marqués par la coupure avec les autres scènes sociales. Corollairement, ces réflexions qui insistent sur les déterminations

multiples qui pèsent sur le travail et sa signification dans ce contexte spécifique, incitent au développement de recherches comparatives avec les pays industrialisés et entre autres avec la France. C. Casassus juge ainsi souhaitable un "renversement de la perspective tiers-mondiste" en s'appuyant sur des investigations identiques effectuées dans des situations économiques et culturelles diversifiées. (2)

Si les allées et venues d'une sociologue sur un chantier revêtent un caractère insolite, l'entrée et la présence d'un chercheur à l'intérieur d'une usine sont le fruit d'un cheminement complexe auquel nous invite en premier lieu à réfléchir R. Cabanes. Les conditions de cet accès à l'entreprise, les modes de gestion du personnel et l'organisation interne de travail apparaissent en effet des facteurs qui d'une certaine manière "structurent" l'enquête. La première usine choisie par R. Cabanes ^{dans la région de Sao-Paulo} est une fabrique de l'acide en procès continu et des engrais en procès non-continu. C'est par la médiation d'un enseignant-chercheur à la faculté qui occupait des fonctions dans le service de formation de l'entreprise que R. Cabanes a été introduit au responsable des relations industrielles. Celui-ci a obtenu de la direction de l'entreprise l'autorisation d'une étude en son sein ; néanmoins un "supervisor" devait être présent lors de chaque entretien avec un ouvrier. Cette volonté d'un contrôle permanent de la recherche reflète le système de domination sociale propre à cette entreprise, la "cloture" très forte qui la caractérise et des tendances à la "répression", manifestes à différentes reprises entre autres à l'encontre des syndicats. Cette mise sous surveillance du chercheur a des effets contradictoires ; elle a tout d'abord conduit à ce que R. Cabanes et A. Chauvel élaborent des "stratégies" pour s'en dégager. R. Cabanes explique ainsi que tandis que l'un d'entre eux s'efforçait de discuter avec le "supervisor" l'autre accompagnait un ouvrier pour s'entretenir plus librement ; en l'absence du "supervisor", les ouvriers de fait s'empressaient de parler. Des informations sur les qualifications susceptibles de remettre en cause la hiérarchie du travail instituée dans l'usine ont été ainsi obtenues dans ces intervalles de temps. Néanmoins la présence constante du "supervisor" auprès des chercheurs était de nature à susciter dans l'esprit des ouvriers une faille dans l'association spontanée du chercheur à la direction de l'entreprise : si cette dernière jugeait nécessaire de l'espionner, c'est qu'il était de son point de vue peu fiable et en ce sens un partenaire possible de dialogue pour les ouvriers.

(2) voir dans ce même recueil C. Casassus : "Famille et marché du travail : les trajectoires professionnelles des ouvriers du bâtiment au Chili"

Par ailleurs la nature des postes de travail et de leur organisation interne influe également sur les modes d'implantation de l'enquête et son orientation : R. Cabanes explique ainsi que dans le cas de la fabrication d'engrais -en procès non-continu- les ouvriers, distants d'une cinquantaine de mètres les uns des autres, ont peu de contact entre eux, n'ayant aucune obligation de se rencontrer. Les relations concrètes qu'ils entretiennent ne sont alors que très difficilement observables et l'interprétation des rapports sociaux en jeu dans ce contexte doit être reconstruite en faisant appel à d'autres situations. Dans l'usine chimique de procès continu -à ciel ouvert- le travail est en revanche relativement "abstrait", et moins astreignant, et les ouvriers sont amenés à se déplacer. Lors de ces déplacements il est alors possible de discuter avec eux.

La deuxième usine choisie par R. Cabanes est une filiale de X qui fabrique du verre. Dans cette entreprise -dont l'automatisation est très poussée- R. Cabanes a pu mener une recherche plus "dégagée" des contraintes liées à la direction. C'est en effet à partir d'un contact avec le délégué général de X en France qu'il a eu accès à l'entreprise. Des entretiens d'une heure trente étaient effectués dans un bureau avec les ouvriers autorisés à quitter pour cette occasion leur poste de travail. L'intériorisation par les employés du fait que l'enquête était le résultat d'une demande externe à la direction de l'entreprise a eu pour conséquence que les chercheurs se sont vu attribuer une place particulière : "on est devenu des gens à qui on pouvait dire quelque chose parce qu'on pouvait avoir une influence sur la boîte... Puisqu'on n'était pas de la boîte... on était utilisé comme des instruments...", dit R. Cabanes. Cette situation spécifique a conduit à ce que les employés exposent l'ensemble des dysfonctionnements internes à l'entreprises : "l'extériorité" du chercheur à l'intérieur de l'usine a donc été constituée ici en pivot essentiel de l'enquête.

Centrée sur les qualifications, la problématique qui guide cette recherche intègre une compréhension des stratégies familiales des acteurs. Des entretiens au domicile des ouvriers sont donc faits, mais ces derniers, en raison de l'optique retenue, sont sélectionnés en fonction des catégories de qualification. La logique de la recherche implique alors que les critères internes à l'unité sociale que forme l'entreprise soient prédominants. Ce choix -épisté-

mologique et méthodologique-présente l'intérêt de permettre une "généralisation des résultats partiels obtenus dans chacun des terrains à travers leur comparaison. (3)

Partant d'un questionnement différent sur la constitution des identités sociales, les recherches menées par M. Agier au Cameroun et au Togo -en collaboration avec T. Lulle- sur les rapports travail/hors travail chez les salariés de l'industrie accordent une grande attention aux structures sociales mises en jeu par les sujets à l'extérieur de l'entreprise et aux interactions entre ces structures et la logique interne du travail dans l'usine. La première enquête au Cameroun a été ainsi conduite dans une entreprise de pointe se présentant comme une situation de "modernisation" intense, la plus apte à offrir à l'observation des changements sociaux caractéristiques de la salarisation industrielle. Cette entreprise disposait d'une cité où étaient logés les ouvriers et c'est sur cette cité que l'étude a été volontairement focalisée. Néanmoins des visites à l'intérieur de l'usine ont été effectuées -au cours desquelles M. Agier s'est vu accompagné d'un employé français- et un dépouillement du fichier du personnel a permis de compléter les informations ainsi acquises sur l'organisation de la production et la gestion du travail. La cité -dépendance directe de l'entreprise- est apparue immédiatement comme un espace sur lequel un fort contrôle social était exercé par la direction et au sein duquel des positions diversifiées selon les acteurs en présence étaient assignées à l'ethnologue, amené à construire de ce fait une place "appropriée" à la recherche. L'impossibilité d'obtenir l'autorisation de s'installer dans cette cité -"c'est pas pour les blancs"- traduit de manière brutale une des premières "ruptures" à laquelle l'enquête doit s'affronter compte tenu par ailleurs qu'une autre cité était réservée aux cadres "expatriés". L'analyse des enjeux et des tentatives de "détournement" dans lesquels la recherche est inévitablement immergée est en soi instructive. L'assistante sociale -représentante fidèle de la direction de l'entreprise au sein de la cité-, les instituteurs -qui avaient la charge éducative des enfants des ouvriers- et le "conseil de la cité" composé de notables formaient la scène sociale au sein de laquelle l'ethnologue évoluait et le questionnaire passé auprès des résidents a été l'occasion pour ces différents "partenaires" de s'efforcer d'affirmer leur statut au sein de leur collectivité d'habitation et de travail. Le choix d'une relative "alliance" avec les instituteurs a semblé à M. Agier une média-

(3) voir R. Cabanes : "stratégies professionnelles, qualifications et logiques sociales (São Paulo)"

tion "positive" et efficace entre la volonté de maîtrise sur l'enquête de l'assistante sociale -dont les aspirations à une ascension confirmée se confondaient avec une reproduction autoritaire des directives de l'entreprise- et le "conseil de la cité" peu enclin à une réelle coopération. Le refus d'entretien de la part de ceux qui étaient dénommés "témoins de Jéhovah" -qualification locale pour les militants indépendantistes et syndicalistes- reflète une autre facette des représentations contradictoires auxquelles l'enquête était soumise, représentations que en elles-mêmes traduisent les rapports en jeu. Dans cette conjoncture particulière, une démarcation très nette de l'ethnologue avec la direction de l'entreprise est apparue une nécessité en veillant néanmoins à ce que cette démarcation ne soit pas interprétée comme une opposition. Mais M. Agier s'interroge sur l'opportunité dans d'autres contextes d'entretenir un certain "malentendu" : en effet la construction d'une extériorité complète du chercheur à l'entreprise n'induirait-elle pas -pense-t-il- les employés à reprendre à leur compte le point de vue d'une appartenance à l'entreprise et donc à questionner le "sens" de la recherche par rapport à leurs intérêts propres liés à leur insertion dans leur milieu de travail. Ces considérations ne doivent pas faire oublier les résultats de cette recherche qui insiste sur le poids décisif des associations d' "origine" dans la cité et leur caractère structurant dans l'unité sociale qu'elle constitue. A l'inverse les catégories propres au travail salarié ne semblent pas former des ancrages aux rapports sociaux dans cet espace qui est pourtant une extension de l'usine.

L'étude réalisée sur les salariés d'une hulerie du nord du Cameroun par M. Agier offre à la réflexion des aspects méthodologiques différents liés à la fois à la conjoncture culturelle globale dans laquelle se situe l'entreprise et à ses modes de gestion. Là, une enquête à l'intérieur de l'usine a été possible et M. Agier a pu effectuer des entretiens dans une pièce qui avait été mise à sa disposition dans ce but. L'absence d' "autoritarisme" de la direction son "paternalisme", l'intégration profonde du groupe de travail -formant une "unité ethnique"- au milieu social extérieur ont favorisé dans ce cas une insertion aisée du chercheur à l'égard duquel aucune "méfiance" n'était manifeste. La configuration générale du rapport "expatrié"/ autochtone apparaît à cet égard déterminante : si ce rapport se met en scène dans d'autres cadres à travers un antagonisme délibéré, reposant sur des représentations de domination peu réductibles, il tend à se développer dans cette région autour de la conception d'une "coexistence" possible, actualisée dans des relations interpersonnelles

"non-conflictuelles".

Au Togo M. Agier et T. Lulle se sont concentrés dans une perspective micro sociale sur une chaîne d'une brasserie de Lomé, présentant l'intérêt de constituer un collectif de travail. Le caractère performant de cette entreprise a soutenu son acceptation de la recherche, prise d'une certaine manière comme un surcroît de valorisation. La liberté laissée aux chercheurs dans l'enquête a permis que ceux-ci ne soient pas perçus par les employés ni comme solidaires de la direction, ni comme des techniciens ou des experts dont leur comportement les différenciait immédiatement. En revanche, l'individualisation poussée des postes de travail sur la chaîne et son corollaire des relations très réduites entre les ouvriers montrent comment dans certains cas l'observation aussi approfondie soit-elle peut être limitée par l'organisation interne du travail.

Les disponibilités et le temps manquaient pour des entretiens. D'où le recours à d'autres techniques : croquis, photos, circulations et stationnements en différents lieux "stratégiques" de la chaîne, entretiens sur le travail menés hors de l'entreprise. L'analyse de l'ensemble de l'entreprise a été menée en distinguant trois ensembles espace/temps/pratiques : l'espace-chaîne, l'espace-machine, l'espace-atelier. Ces trois types d'espaces correspondaient aussi à des conditions d'enquête différentes, ainsi, dans les espaces de l'usine, où le travail est entièrement automatisé, l'objet de l'étude se dissout en quelque sorte tandis que dans d'autres, l'atelier, le foisonnement des rapports inter-personnels donne à l'investigation une dimension très riche. (5)

Avec la poursuite de l'étude à l'extérieur de l'usine, dans les milieux avoisinants, a été appréhendé dans une optique comparative le rapport entre les différents "statuts" des employés, ceux acquis par le travail et le salariat, et ceux attribués par la position lignagière et familiale. L'articulation de ces statuts, leur poids respectif et surtout leurs transformations réciproques induites par des interactions mouvantes, mettent en évidence la complexité et la diversité des processus de production et l'identité sociale. La saisie des logiques mises en jeu entre les différents espaces d'insertion individuelle - qui se situent en plus ou moins grande rupture ou continuité dans les trois situations envisagées - ^{au Cameroun et au Togo} témoigne de l'intérêt scientifique d'une démarche méthodologique qui les inclut simultanément. (6)

C'est dans un contexte politique et culturel profondément différent que se situent les travaux de J.C. Rabeharara qui s'est penché sur deux entreprises à Madagascar. La première étude a eu pour objet une fabrique de sacs de jute, fondée durant la période coloniale dans une ville d'industrialisation ancienne. La problématique portait sur les modes d'application de "la charte des entreprises socialistes" qui définissait les nouveaux droits des travailleurs dans

un compte rendu de ces enquêtes se trouve dans M. AGIER : "Usines, familles et ouvriers au Cameroun" in Agier-Copans-Morice : classes ouvrières d'Afrique, Karthala PARIS 1986

cette usine restée vétuste. L'enquête a été menée ^{Tant} dans l'entreprise à laquelle l'accès du chercheur a été facilité par ses fonctions d'enseignant dans le lycée local, que dans la cité ouvrière de la ville et dans d'autres résidences des salariés pour lesquelles la médiation des syndicats a été sollicitée. J.C. Rabehafara a constaté que la mise en pratique de la "charte des entreprises socialistes" tendait à être perçue par les ouvriers -comprenant une grande partie de migrants- /soit avec indifférence, soit comme une imposition proche de celle subie auparavant sous le régime colonial. Reconstituant des groupes d'originaires et fonctionnant essentiellement à l'intérieur de réseaux liés à leur village d'origine, les ouvriers étaient peu concernés par des réformes profondes ; à l'exception des revendications ponctuelles, ils étaient plus largement tournés vers la confirmation de leur statut dans leur communauté d'appartenance. Dans cette conjoncture particulière, la position du chercheur a oscillé entre plusieurs pôles qui reflètent les intérêts des acteurs et des groupes ; pour certains la recherche était interprétée comme un acte de contrôle de la direction ; les syndicalistes de leur côté, fortement impliqués dans l'application de la charte, y voyaient l'opportunité de l'expansion de leur influence et aspiraient de ce fait à approfondir les discussions. Enfin d'autres ouvriers, investissant les fonctions d'enseignant de J.C. Rabehafara et établissant une relation de proximité et de confiance étaient amenés à le considérer comme une "assistante sociale" et attendaient de lui une solution à leurs problèmes. Ces remarques, émises par J.C. Rabehafara, indiquent de manière pertinente le jeu des appropriations -dans ce cas de coloration "politique"- dans lequel est impliquée une enquête quelle que soit la nature du "rapport culturel" existant entre les sujets et le chercheur.

La deuxième étude réalisée par J.C. Rabehafara sur une sucrerie, rassemblant essentiellement une main d'oeuvre migrante, corrobore à un autre niveau ces observations. Après avoir sélectionné un échantillon représentatif d'ouvriers, J.C. Rabehafara a choisi ici d'utiliser un questionnaire autour duquel un entretien plus libre pouvait se tenir à leur domicile. La prise de notes durant les discussions est apparue rapidement impraticable en raison de son association spontanée dans les représentations des ouvriers aux anciens administrateurs chargés de l'impôt. Parallèlement, la direction de l'entreprise propose généralement aux stagiaires extérieurs la case de passage située dans la cité des cadres de la zone interdite aux

te des notes de la page 8

voir M. AGIER, T.Lulle : "éléments d'anthropologie des lieux de travail - le cas d'une brasserie au Togo" Anthropologie et Sociétés X, 1.8
voir dans ce même recueil : "travail et vie de famille à LOME"

ouvriers durant le régime colonial et réservée aux dignitaires et visiteurs étrangers. Dans ce cadre -très marqué au plan symbolique et d'autant plus contraignant qu'il réintègre les fragments d'une histoire récente-, J.C. Rabeharifar explique qu'il a dû édifier une disjonction nette entre la recherche et la direction de l'entreprise ; ainsi dans un premier temps s'est-il installé dans un logement de la cité ouvrière, puis au domicile d'un ouvrier qui l'y avait invité ; c'est à partir de cette situation privilégiée que l'enquête a pu échapper aux hypothèques dans lesquelles elle était prise. Ces recherches, dont les préoccupations centrales concernent les rapports entre travail, ethnicité et migration, mettent l'accent entre autres sur la mise en oeuvre de nouvelles logiques sociales chez les ouvriers migrants ; J.C. Rabeharifar réfléchit sur la transformation des perspectives de ces ouvriers : certains construisent des tombeaux dans la région où ils travaillent et semblent ainsi se couper de leur milieu d'origine ; mais le travail en usine, souvent cumulé avec d'autres activités, apparaît une étape plus qu'une finalité d'insertion. Intégré à des stratégies de survie, le salariat revêt ici des dimensions contradictoires. (7)

De ce bref survol de quelques démarches suivies face au travail salarié industriel, ressort -au-delà de la diversité des problématiques, des modes d'enquête et de la nature des terrains retenus- un premier trait commun qui semble caractéristique des investigations dans ces espaces de production. L'entreprise se présente avant tout comme un champ social bâti autour d'un rapport de domination spécifique qui en tant que tel confère au chercheur qui s'y implante une place a priori "ambiguë" dans la représentation des acteurs qu'il se propose de comprendre. Ainsi est-il amené à "traiter" dans la recherche elle-même avec cette "ambiguïté" quasi systématique qui l'oblige d'une certaine manière à se construire -plus qu'ailleurs semble-t-il, par exemple dans d'autres espaces sociaux telle la résidence où les découpages sont plus flous- une position définie dans une cartographie relativement précise des intérêts et des enjeux respectifs. On a vu en effet comment le rapport en quelque sorte imposé au départ au chercheur revenait souvent à l'inscrire -du point de vue des sujets étudiés- dans la dépendance des instances internes d'autorité et comment la voie suivie par les uns et les autres consistait à tenter d'échapper à cette vision falsifiée des perspectives de la recherche. La reconduction -selon des formules variables- de ce type de configuration dans des situations d'enquête

(7) voir J.C. RABEHARIFARA , .

qui s'apparentent plus ou moins à une "homogénéité culturelle" ou à une "distance culturelle" induit à la considérer comme prégnante et constitutive du jeu des rapports sociaux dans lequel s'introduit le chercheur et en ce sens sa prise en compte se dessine comme une exigence méthodologique (3)

Enfin, à travers les enquêtes sur lesquelles l'attention a été portée, s'esquissent deux grandes orientations méthodologiques combinées ou non à des degrés variables selon les travaux ; une première démarche vise à se fonder sur les catégories existant dans l'organisation du travail "objectif" et à apprécier leur actualisation et leur efficacité dans les autres espaces sociaux ces catégories sont alors utilisées comme critères dans l'étude du domaine hors travail. Une seconde approche s'efforce de dégager les catégories endogènes d'identité produites dans l'articulation du travail avec les différentes sphère d'insertion des acteurs ; les groupes sociaux sont alors conçus comme objets d'investigation dans l'ensemble des lieux d'inclusion sociale et la compréhension de leur interpénétration permet de saisir les structures qui les composent et les logiques qui les englobent. Ces deux options méthodologiques, intrinsèquement liées aux problématiques adoptées, apparaissent-face à la complexité du domaine du travail, où viennent converger des stratégies politiques et économiques, micro et macro-sociales- complémentaires et leur conjugaison se révèle particulièrement adaptée aux dimensions plurielles de son objet. En effet, on entrevoit - à la lecture des textes des auteurs auxquels renvoie ce propos - comment les analyses auxquelles conduisent ces axes méthodologiques - qui engagent aussi un "regard", une "attention", et des observations distinctes portées sur le même terrain - ne sont pas de nature semblable. D'un côté, la production et la transformation des statuts personnels et collectifs, leurs modes d'émergence, de négociation et d'intervention, sont appréhendées du point de vue de la cohérence qu'élaborent les acteurs eux-mêmes à partir des positions diversifiées qu'ils occupent dans leur quotidienneté - famille, parenté et lignage, origine, "ethnies." etc.... - et qu'ils recomposent en permanence dans la mesure où ces "appartenances" sont l'aboutissement de mouvements d'édification. De l'autre, l'étude est dirigée sur la construction des catégories professionnelles, examinées à partir d'un croisement des données relatives aux postes de travail et aux biographies professionnelles. C'est précisément en ce sens que les résultats propres auxquels parviennent ces deux voies de recherche face à une même réalité, non seulement s'enrichissent mutuellement mais se présentent comme réciproquement nécessaires à un approfondissement de chacune d'entre elles - Ainsi resituée dans une double optique - cela, dans une perspective globale de connaissance scientifique d'un champ social dont le caractère central dans la conjoncture contemporaine.

note de la page 11

- (8) cf les réflexions méthodologiques de G. ALTHABE développées dans son séminaire à l'E.H.E.S.S. "ethnologie dans les sociétés industrielles" (à paraître)

RESUME

Ce texte examine - à travers les enquêtes effectuées dans des entreprises par cinq chercheurs de l'UR "travail et travailleurs du tiers-monde" du département "urbanisation et socio-systèmes urbains" de l'ORSTOM - les démarches concrètes et les problématiques qui leur sont liées dans le cadre d'une perspective de recherche centrée sur le travail industriel. L'analyse des différents modes d'approche retenus permet de percevoir comment la nature des terrains - c'est à dire des espaces de production industrielle - intraduit le chercheur dans des jeux singuliers de rapports sociaux, et conduit à appréhender comment cette situation spécifique d'investigation pose des questions méthodologiques particulières./.

les cahiers

n° 2 – 1986

R. CABANNES — A. CHAUVEL

Procès du travail, marché du travail
et gestion de la main d'œuvre
dans une industrie chimique de São Paulo

M. SELIM

Le travail industriel,
démarches et modes d'enquête.